


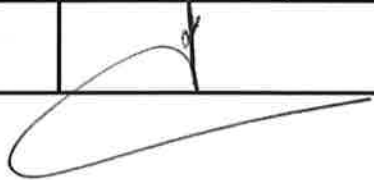


PREVENTION DES RISQUES LIES A L'AMIANTE


Diffusion : Chefs d'Installations, Ingénieurs et Animateurs de Sécurité d'Installation
DRT/CEAGRE/SIE
DRT/CEAGRE/SMR/SST
DRT/LETI/DTSI/SFETN

	NOM	FONCTION	VISA
REDIGÉ PAR :	G. SANCHEZ	Ingénieur de Sécurité	
VÉRIFIÉ PAR :	C. MORESCO	Ingénieur de Sécurité d'établissement	
	C. DURAND	Chef de la Cellule – SIE PREV	
APPROUVE PAR :	P. BOURGUIGNON	Directeur du CEA GRENOBLE	

<div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div> <div>cea</div> <div>GRENOBLE</div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	2/20
		Date d'application Janvier 2018	

SOMMAIRE

1. OBJET	3
2. DOMAINE D'APPLICATION	3
3. DOCUMENTS APPLICABLES	3
3.1 - Référentiel réglementaire	3
3.2 - Documentation opérationnelle	3
4. MISSION DES PRINCIPAUX ACTEURS	3
4.1 - Comité directeur amiante du CEA	3
4.2 - Commission Amiante du CEA Grenoble	4
4.3 - Correspondant amiante du CEA Grenoble	4
4.4 - Gestionnaire du Dossier Technique Amiante du CEA Grenoble	4
4.5 - Chargé de Travaux ou le représentant du maître de l'ouvrage	5
4.6 - Chef d'installation (CI)	5
5. MODALITES DE REPERAGE DES PRODUITS ET DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE	6
5.1 - Modalités pratiques	6
5.1.1 - Cas des matériaux et produits amiantés de la liste A (voir en annexe)	6
5.1.2 - Cas des matériaux et produits amiantés de la liste B (voir en annexe)	7
5.1.3 - Cas des matériaux et produits amiantés de la liste C (voir en annexe)	7
5.1.4 - Cas des matériaux et produits en cas de vente de tout ou partie d'un bâtiment	8
5.2 - Documents associés	8
5.2.1 - Dossier Technique Amiante	8
5.2.2 - Rapport de repérage des matériaux et produits de la liste C	9
6. MODALITES LORS D'INTERVENTIONS ET DE TRAVAUX	9
6.1 - Dispositions spécifiques aux activités de démolition et de retrait d'amiante ou d'articles en contenant	9
6.2 - Plan de retrait « Amiante »	10
6.3 - Dispositions spécifiques aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels susceptibles de libérer des fibres d'amiante	10
6.4 - Retrait, confinement, travaux de maintenance et d'entretien sur l'amiante	10
6.5 - Préparation de l'opération	10
6.5.1 - Protection des surfaces et confinements	11
6.6 - Travaux de recouvrement de Matériaux et Produit contenant de l'amiante	11
7. GESTION DES DECHETS AMIANTE	12
8. HISTORIQUE DES VERSIONS	12
9. ANNEXES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE	13

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	3/20
		Date d'application Janvier 2018	

1. **OBJET**

La présente circulaire définit les dispositions du CEA Grenoble en matière de protection des travailleurs et de la population contre les risques liés à une exposition aux fibres d'amiante.

2. **DOMAINE D'APPLICATION**

Cette circulaire s'applique à l'ensemble des installations du CEA Grenoble, ainsi qu'aux sites extérieurs qui relèvent de la responsabilité du Directeur de Centre.

3. **DOCUMENTS APPLICABLES**

3.1 **Référentiel réglementaire**

- Code de la santé publique :
 - Articles L.1334-12-1 à L.1334-17 (Lutte contre la présence d'amiante).
 - Articles R.1334-14 à R.1334-29 (Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis).
 - Articles R.1337-2 à R.1337-5 (Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis - Dispositions pénales).
 - Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Code du travail :
 - Articles R.4412-94 à R.4412-96 (Champ d'application, définition).
 - Articles R.4412-97 à R.4412-124 (Dispositions communes à toutes les activités).
 - Articles R.4412-125 à R.4412-143 (Dispositions spécifiques encapsulages et retrait).
 - Articles R.4412-144 à R.4412-148 (Dispositions interventions sur matériaux, équipements ...).
- Code de l'environnement :
 - Arrêté du 15 février 2016 (art. 39 à 45) (gestion des déchets)

3.2 **Documentation opérationnelle**

- Document interne (à paraître) :
 - Projet - Note d'Instruction Générale.
 - Projet - Circulaire DSSN : Comité Directeur Amiante, Commission Amiante.


4. **MISSION DES PRINCIPAUX ACTEURS**

4.1 **Comité Directeur Amiante du CEA**

Un comité directeur amiante (CODIR amiante) est mis en place au CEA. C'est un lieu d'échange et d'information regroupant les correspondants de l'ensemble des sites CEA.

Le CODIR amiante a pour mission :

- d'établir un bilan annuel des pratiques des centres CEA dans le domaine de la prévention des risques liés à l'amiante en lien avec les présentations faites par les correspondants amiante de chaque centre,
- de proposer au Comité Sécurité Sûreté Nucléaire (CSSN) et Comité Central d'Hygiène et de Sécurité (CCHS), la politique de gestion des risques relatifs à l'amiante et les prescriptions destinées aux directions de centre et aux commissions amiante, en charge de les valider,
- d'harmoniser les pratiques internes des centres dans le domaine de la prévention des risques liés à l'amiante,

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	4/20
		Date d'application Janvier 2018	

- d'assurer l'information scientifique, technique, juridique ou commerciale des directions de centre et des correspondants amiante,
- de réaliser la synthèse des travaux de dépose des produits et des matériaux contenant de l'amiante.

Le CODIR amiante peut être saisi de toutes questions relatives à la prévention des risques liés à l'amiante.

Le CODIR amiante est présidé par le Directeur de la Sécurité et de la Sureté Nucléaire.

4.2 Commission Amiante du CEA Grenoble

La commission amiante présidée par le Directeur du Centre du CEA Grenoble a notamment pour mission :

- de fixer les orientations et les objectifs en matière de prévention des risques liés à l'amiante,
- de décliner au niveau du centre la politique de gestion du risque lié à l'amiante et les prescriptions proposées par le CODIR amiante et validées par le CSSN,
- de valider l'état du bilan présenté au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHCST) et le document de suivi des actions « amiante » présenté par le correspondant amiante,
- d'échanger sur les problématiques amiante avec la direction du Centre,
- de planifier et d'anticiper les travaux de désamiantage (planning pluriannuel),
- de proposer à la direction de centre toutes les mesures permettant de réduire le risque lié à l'amiante.

Elle se réunit à minima deux fois /an, animée par le correspondant amiante.

Elle est composée :

- du Directeur du Centre.
- de L'Ingénieur Sécurité d'Etablissement.
- du Correspondant amiante.
- du chef de la Cellule SIE/PREV.
- du chef du Service Technique SIE/ST.
- du Service de Santé au Travail.

Sur invitation :

- Les représentants des unités ;
- Les CI ou les ISI des unités.

4.3 Correspondant Amiante du CEA Grenoble


Le Correspondant amiante, nommé par le Directeur de Centre, est chargé au sein de la Cellule de l'Ingénieur de Sécurité de l'Etablissement d'informer et de conseiller les Chefs d'Installations (CI), les chargés des Travaux, les Représentants de la Maîtrise d'Ouvrage, les Ingénieurs de Sécurité d'Installation (ISI), ainsi que les animateurs Sécurité (AS), en matière de santé et de sécurité au travail sur l'ensemble des aspects sécurité liés à l'amiante et lors des travaux ou opérations impliquant une exposition potentielle à l'amiante. Il est également en charge de présenter au CODIR Amiante le bilan annuel réalisé à l'attention du CHSCT, ainsi que le document de suivi des actions amiante du centre.

Le Correspondant amiante est en charge des contrôles de 2^{ème} niveau pour les opérations « amiante ».

4.4 Gestionnaire du Dossier Technique Amiante du CEA Grenoble

Le gestionnaire du Dossier Technique Amiante, Chef de la Cellule SIE/PREV, est chargé de :

- Rédiger le cahier des charges pour les consultations d'entreprises en charge de l'établissement du Dossier Technique Amiante, des repérages avant travaux et/ou démolition et toutes les mesures réglementaires en lien avec l'amiante.
- Suivre la réalisation et la mise à jour de l'inventaire amiante (Dossier Technique Amiante).

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	5/20
		Date d'application Janvier 2018	

- Tenir à disposition les mises à jour des fiches récapitulatives du Dossier Technique Amiante aux CI et ISI.
- Communiquer les conclusions du Dossier Technique Amiante à SIE/ST pour la prise en charge des éventuels travaux induits.
- Communiquer le Dossier Technique Amiante sur demandes aux personnes citées au paragraphe § 5.1.
- Présenter à la commission amiante les résultats de la mise à jour du Dossier Technique Amiante.
- Etre destinataire de l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets amiante pour réaliser la mise à jour du Dossier Technique Amiante.

4.5 Chargé de Travaux ou le Représentant du Maître de l'Ouvrage

Le chargé de Travaux ou le représentant du maître de l'ouvrage a pour mission de :


- Communiquer le Dossier Technique Amiante à toutes personnes physiques ou morales amenées à effectuer des travaux dans le bâtiment ou le périmètre d'intervention de son action.
- Faire établir le rapport de repérage de Matériaux et Produits susceptibles de contenir de l'amiante lors d'opérations liées aux travaux et/ou aux démolitions.
- Communiquer le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante conformément à la liste « C », définie au § 5.2.
- S'assurer de la transmission du plan de retrait aux organismes de prévention (DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP, Médecin du Travail).
- Assurer le suivi des travaux en conformité avec la réglementation amiante.
- Transmettre à l'issue des travaux les BSDA (Bordereaux de Suivi de Déchets Amiante) à SIE/SVDC qui en assure la gestion et au gestionnaire du Dossier Technique Amiante SIE/PREV, pour mise à jour du Dossier Technique Amiante, cet envoi est complété par les informations relatives aux travaux de retrait.

4.6 Chef d'installation (CI)

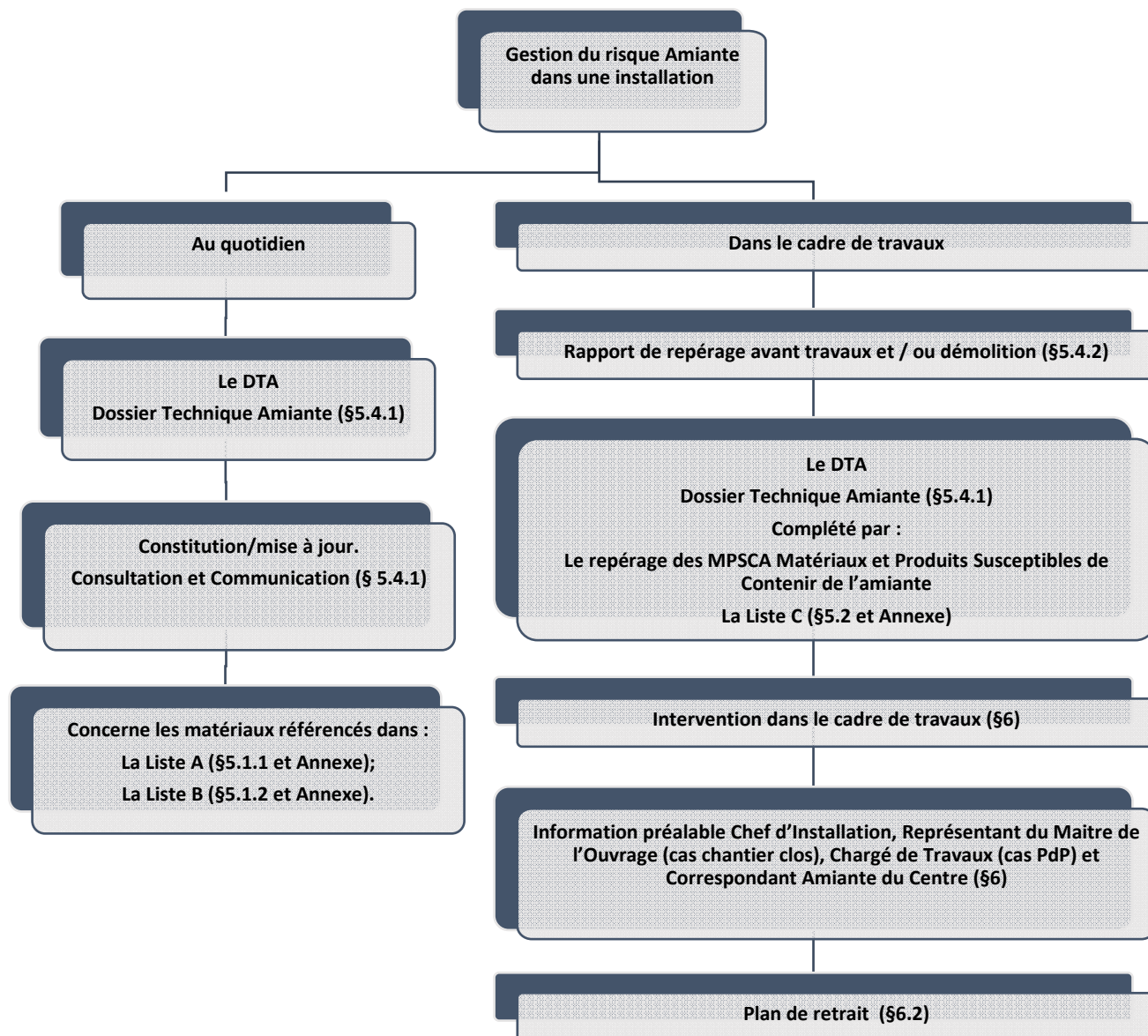
Le Chef d'Installation exerce ses missions dans le cadre de la législation et de la réglementation relatives à la sécurité au sens de la MR 05.

Pour les locaux du CEA où la présence d'amiante est avérée, il s'assure notamment :

- De la prise en compte du risque amiante si celui-ci est avéré dans l'EVRP et dans la rédaction des plans de prévention.
- Il veille à la mise en œuvre des prescriptions issues du Dossier Technique Amiante pour son périmètre (mesures, travaux...).

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	6/20
		Date d'application Janvier 2018	

5. MODALITES DE REPERAGE DES PRODUITS ET DES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE




5.1 Modalités pratiques au titre du Dossier Technique Amiante

Le gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV) veille à la réalisation, par des personnes et des organismes qualifiés, des opérations de repérage des produits et matériaux amiantés de la liste A et B. Il tient à leur disposition l'ensemble des plans des travaux, les plans bâtiments.

A l'issue de cette opération, l'opérateur de repérage remet au gestionnaire du Dossier Technique Amiante un rapport de repérage (papier et informatique).

5.1.1 Cas des matériaux et produits amiantés de la liste A

Lorsque la recherche révèle la présence de matériaux ou produits de la liste A (voir liste en annexe), et si un doute persiste sur la présence d'amiante dans ces matériaux ou produits, un ou plusieurs prélèvements de matériaux ou produits sont effectués par l'opérateur de repérage réalisant la recherche. Ces prélèvements font l'objet d'analyses par un laboratoire dûment accrédité COFRAQ.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	7/20
		Date d'application Janvier 2018	

A l'issue des investigations, l'opérateur de repérage établit un rapport de repérage qu'il remet au gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV), contre accusé de réception.

Le gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV), transmet les préconisations à mettre en œuvre selon les modalités émises sur la base du rapport remis par l'opérateur de repérage.

L'opérateur de repérage doit intégrer dans son rapport :

- L'évaluation par zone homogène de l'état de conservation de chaque matériau et produit contenant de l'amiante.

Cet état de conservation est caractérisé par un « score 1, 2 ou 3 », en application de la grille d'évaluation définie pour :

- Les flocages.
- Les calorifugeages.
- Les faux-plafonds.

5.1.2 Cas des matériaux et produits amiantés de la liste B

Le gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV), sur la base du rapport remis par l'opérateur de repérage de matériaux ou produits de la liste B (voir liste en annexe), communique les résultats à la commission amiante du CEA/Grenoble qui établit un plan d'actions pluriannuel (contrôles, planning de retrait, etc.). Ce plan prend notamment en compte les recommandations de gestion, adaptées aux besoins de protection des occupants, émises par l'opérateur de repérage.

Lorsque la recherche révèle la présence de matériaux ou produits de la liste B (voir liste en annexe) et si un doute persiste sur la présence d'amiante dans ces matériaux ou produits, un ou plusieurs prélèvements de matériaux ou produits sont effectués par l'opérateur de repérage réalisant la recherche. Ces prélèvements font l'objet d'analyses par un laboratoire dûment accrédité COFRAQ.

A l'issue des investigations, l'opérateur de repérage établit un rapport de repérage qu'il remet au gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV), contre accusé de réception.

L'opérateur de repérage doit intégrer dans son rapport :

- L'évaluation par zone homogène de l'état de conservation de chaque matériau et produit contenant de l'amiante :
 - ⇒ l'état de conservation au moment du repérage,
 - ⇒ le risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène.
- L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :
 - ⇒ les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation humidité, etc..), selon que le risque est probable ou avéré,
 - ⇒ la sollicitation des matériaux et produits liés à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Cette évaluation ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc ...

L'opérateur de repérage peut apporter des compléments et précisions à ces recommandations en fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation.


Cet état de conservation est caractérisé par une note « Action corrective 1, 2 ou 3 », en application de la grille d'évaluation définie

5.2 Modalités pratiques pour le cas des matériaux et produits amiantés de la liste C

Préalablement à tous travaux de démolition ou d'aménagement, le Représentant de la Maîtrise d'Ouvrage ou le Chargé de Travaux doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toutes opérations comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Cette obligation vise à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels et d'ajuster les protections collectives et individuelles de ses travailleurs.

Lorsque la recherche révèle la présence de matériaux ou produits de la liste C (voir liste en annexe) ou de tout autre matériau et produit réputé contenir de l'amiante et si un doute persiste sur la présence d'amiante dans ces matériaux

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	8/20
		Date d'application Janvier 2018	

ou produits, un ou plusieurs prélèvements de matériaux ou produits sont effectués par l'opérateur de repérage réalisant la recherche. Ces prélèvements font l'objet d'analyses par un laboratoire.

A l'issue des investigations, l'opérateur de repérage établit un rapport de repérage qu'il remet au gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV), contre accusé de réception.

5.3 Cas des matériaux et produits en cas de vente de tout ou partie d'un bâtiment

Pour les bâtiments dont le permis de construire est antérieur au 01/07/1997.

En cas de cession de tout ou partie d'un bâtiment dont le CEA est propriétaire, le Directeur de Centre transmet à l'acquéreur le Dossier Technique Amiante. Inversement, lorsque le CEA est acquéreur, le Directeur de Centre doit recevoir du vendeur le Dossier Technique Amiante (Code de la Santé publique)

5.4 Documents associés

5.4.1 Dossier Technique Amiante

▪ Constitution et mise à jour

Pour chaque bâtiment du centre dont le permis de construire a été déposé avant le 01 juillet 1997, le Directeur de Centre mandate le gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV) pour faire réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante. Le gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV) constitue et conserve un dossier intitulé " Dossier Technique Amiante " comprenant les informations et documents suivants :

1. les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante,
2. le cas échéant, la date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre,
3. les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment les procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets,
4. une fiche récapitulative.

Le Dossier Technique Amiante est tenu à jour par le gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV), il intègre notamment les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante, ayant fait l'objet de découverte ou de retrait à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien et de maintenance.

▪ Mise à disposition

Le gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV) tient à la disposition des occupants, des chefs d'installation, des ingénieurs sécurité d'installation, des animateurs sécurité, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail, le Dossier Technique Amiante.

Lorsque le CEA n'est pas propriétaire du bâtiment, le Directeur de Centre s'assure que la fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante est consultable auprès du propriétaire de l'immeuble, lorsque celui-ci est requis. Il en confie une copie au gestionnaire du dossier Technique Amiante.


La consultation du Dossier Technique Amiante ou de la fiche récapitulative se fait après du gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV), compte-tenu des obligations réglementaires du suivi des consultations.

Le gestionnaire du Dossier Technique Amiante (SIE/PREV) est tenu de conserver une attestation écrite de la communication du Dossier Technique Amiante à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux.

▪ Communication

L'ISE communique à leur demande et dans le cadre de leurs attributions respectives aux autorités compétentes, le Dossier Technique Amiante : DIRECCTE, CARSAT etc ...

L'ISE assure la traçabilité des courriers aux autorités compétentes (note et chrono).

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	9/20
		Date d'application Janvier 2018	

▪ Archivage du Dossier Technique Amiante

Le dossier est archivé par SIE/PREV. Le gestionnaire du Dossier Technique Amiante s'assure des mises à jour en fonction des chantiers et des retours d'information de la part des chargés d'affaires.

Le Dossier Technique Amiante est à conserver pendant toute la durée de vie de l'immeuble.

5.4.2 Rapport de repérage des matériaux et produits de la liste C

▪ Communication avant travaux

Tous les rapports de repérages mettant en exergue la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante doit faire l'objet d'une communication au Correspondant Amiante.

Des nouvelles exigences sont imposées aux propriétaires d'immeubles construits avant le 1er juillet 1997. Elles renforcent notamment leurs obligations d'informations vis-à-vis des entreprises avant travaux.

Les obligations de repérage amiante avant travaux sont renforcées, elles doivent être menées par un opérateur de repérage certifié par un organisme certificateur. Ce repérage est à la charge du donneur d'ordre.

▪ Communication avant démolition

Le rapport de repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante est communiqué à toute personne physique ou morale appelée à organiser ou à effectuer des travaux de démolition dans l'immeuble.

▪ Archivage des rapports de repérage

Les rapports de repérage amiante sont à conserver pendant toute la durée de vie de l'immeuble et ils sont à intégrer dans les dossiers techniques amiantes, lors de leur mise à jour triennale.

6. MODALITES LORS D'INTERVENTIONS ET DE TRAVAUX

Tous travaux ou interventions sur des matériaux amiantés doit faire l'objet d'une information préalable par le CI, le Représentant du Maître de l'ouvrage, le Chargé de Travaux, au Correspondant amiante du centre.

Dans le cadre de la gestion du Dossier Technique Amiante et des contrôles réglementaires, SIE/PREV est le seul interlocuteur pour la réalisation des caractérisations et mesures d'empoussièrement.


Lors de travaux ou d'interventions sur des matériaux contenant de l'amiante, une évaluation des risques par chacun des acteurs impliqués (Représentant de la Maîtrise d'Ouvrage, le Chargé de Travaux, le Chef d'Installation, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS, les Entreprises, etc ...) dans l'opération doit conduire aux choix des procédés et des méthodes de travail propres à réduire l'ensemble des risques.

Chaque chantier doit être considéré comme un cas particulier et doit tenir compte de :

- la configuration générale du lieu,
- la surface à traiter,
- la nature du bâtiment,
- l'occupation des autres locaux dans le bâtiment,
- l'intervention pour les secours aux personnes et aux biens,
- tout autre paramètre pouvant avoir une influence sur la santé des opérateurs ou des autres occupants des locaux pendant et après le chantier.

6.1 Dispositions spécifiques aux activités de démolition et de retrait d'amiante ou d'articles en contenant

Avant toutes opérations de travaux et/ou de démolition, un point d'arrêt est fait entre le Représentant du Maître de l'Ouvrage ou le Chargé des Travaux et le correspondant Amiante, pour définir la nécessité de recourir à une maîtrise d'œuvre « Amiante ».

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	10/20
		Date d'application Janvier 2018	

Ces activités sont **obligatoirement** confiées à une entreprise extérieure qualifiée, ci-après désignée « entreprise intervenante ».

Afin de veiller au bon déroulement des travaux, le Représentant de la Maitrise d'Ouvrage ou le Chef de Projet s'assure que le plan de retrait a bien été communiqué à l'Inspection du Travail et aux organismes concernés trente jours avant le début des travaux.

En fin de travaux, le Représentant de la Maitrise d'Ouvrage :

- intègre le rapport de fin de travaux remis par l'entreprise intervenante, au dossier des ouvrages exécutés et au dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage et le tient à la disposition des personnes ou organismes ayant à en connaître la finalité (CHSCT, SST, Inspection du Travail, etc ...),
- s'assure de l'accomplissement, par l'entreprise intervenante, des contrôles du niveau d'empoussièrement qui doit être inférieur à la VLEP.

6.2 Plan de retrait « Amiante »

L'entreprise intervenante doit établir un Plan de Retrait des Matériaux contenant de l'Amiante (PRAM) et se doit de :

- Justifier l'acceptation du PRAM par les autorités compétentes (DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP, Médecin du travail).
- Justifier la dépose du PRAM et l'expiration réglementaire du délai de 30 jours sans précision complémentaire.
- Décrire dans son PRAM, l'ensemble des mesures établies en fonction de l'évolution des techniques.

La rédaction, du Plan de Prévention (PdP), ou du Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS), pour les opérations de « bâtiment et Génie-Civil », doit faire référence au plan de retrait « Amiante » (PRAM).

Les travaux ne peuvent être entrepris qu'à l'échéance du délai d'un mois d'instruction ou d'une réponse positive anticipée de la part des autorités compétentes.

6.3 Dispositions spécifiques aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels susceptibles de libérer des fibres d'amiante

Les interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels susceptibles de libérer des fibres d'amiante, qui n'ont pas pour finalité de traiter l'amiante mais où une exposition est possible, doivent faire l'objet d'une analyse par le Chef d'installation, l'ingénieur sécurité d'installation, le Chargé des travaux ou représentant du maître de l'ouvrage et le correspondant amiante.

Ces activités sont **obligatoirement** confiées à une entreprise qualifiée, ci-après désignée « entreprise intervenante ».

Pour toute intervention nécessitant la présence de personnel d'entreprise extérieure, le Chef d'Installation :


- Coordonne l'ensemble des mesures de prévention (celles prises par le CEA et celles prises par l'entreprise extérieure).
- Est tenu d'alerter l'entreprise extérieure de tout danger concernant ses salariés.

6.4 Retrait, confinement, travaux de maintenance et d'entretien sur l'amiante

Les travaux de retrait de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant de l'amiante doivent être réalisés par des entreprises qui ont fait préalablement l'objet d'une certification. Cette certification doit être délivrée par un organisme certificateur accrédité.

6.5 Préparation de l'opération

Lors de la phase de préparation de l'opération, en fonction de son évaluation des risques et des caractéristiques de l'opération, l'entreprise vérifie :

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	11/20
		Date d'application Janvier 2018	

- Le repérage et la consignation des réseaux susceptibles de présenter des risques lors de l'opération .
- Le marquage des matériaux, composants, de tous les équipements ou parties d'équipement contenant de l'amiante.
- L'évacuation du lieu, le cas échéant, ou du local à traiter de tous les composants, équipements ou parties d'équipement non concernés par le risque « amiante » ou dont la présence risque de nuire au bon déroulement de l'opération, sous réserve que cette évacuation n'entraîne pas de dégradation des lieux susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

Lors de la phase de préparation de l'opération, en fonction de son évaluation des risques et des caractéristiques de l'opération, l'entreprise réalise :

- le repérage et l'identification de tous les réseaux non consignés situés sur ou dans les sols, parois, plafonds ou de tous les équipements concernés par l'opération,
- la mise en place des réseaux d'alimentation et de rejets spécifiques adaptés aux besoins de l'opération,
- l'installation de l'éclairage de la zone de travail et des circulations.

Lors de la phase de préparation de l'opération, l'entreprise met en œuvre les mesures de protection collectives et individuelles adaptées aux risques liés à cette phase.

6.5.1 Protection des surfaces et confinements

Durant la phase de préparation :

- Opérations réalisées en milieu intérieur.

Lorsque les techniques ou les modes opératoires mis en œuvre génèrent des niveaux d'empoussièrement supérieurs au seuil prévu au code de la santé publique, l'entreprise décrit dans son document unique les types de protection de surfaces mises en place pour chaque processus.

- Opérations réalisées en milieu extérieur.

L'entreprise met en place des moyens de prévention adaptés à la nature de l'opération permettant d'éviter la dispersion de fibres d'amiante à l'extérieur de la zone de travail,

L'entreprise décrit, dans son document unique d'évaluation des risques, les moyens de protection collective dont les types de protections de surface et de confinement mis en place pour chaque processus.

6.6 Travaux de recouvrement de Matériaux et Produits contenant de l'amiante

Les opérations de recouvrement, non classées comme encapsulage, par la pose de moquette, de dalles ou lès sans percement, de parquet flottants, etc ... , sont considérées comme des « interventions sur Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante ». Ces travaux sont réalisés dans le cadre réglementaire de la sous-section 4.


L'encapsulage (appelé confinement) est prévu par le code de la santé publique pour les produits de la liste « A » (§5.1.1 / Flocage, calorifugeage, faux-plafonds), lorsqu'ils sont dégradés. Pour être considérées comme encapsulages de Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante, les techniques doivent répondre aux trois (3) conditions suivantes : étanchéité, durabilité et solidité.

Ces opérations sont soumises à demande d'autorisation.

Toute demande doit être faite par écrit par le Chef d'Installation auprès de la Direction de Centre.

La demande devra :

- Expliciter, au cas par cas et par écrit, les motifs qui justifient la nécessité de privilégier des travaux de recouvrement en lieu et place d'une opération de retrait des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	12/20
		Date d'application Janvier 2018	

- Préciser par écrit, les modalités prises pour garantir la traçabilité des opérations de recouvrement de Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante.
- Transmettre à la fin des travaux de recouvrement, les informations à SIE/PREV et s'assurer de la prise en compte dans le Dossier Technique Amiante.
- Adresser une copie de l'ensemble des échanges, courriers et notes internes, transmis à SIE/PREV à la cellule de l'ISE et au correspondant Amiante Centre.

Les dispositions prises sont étudiées par le SIE/ST en concertation avec l'ISE.

7. GESTION DES DECHETS AMIANTE

- Cas d'une opération gérée en chantier de « Bâtiment et de Génie-civil » ou en Plan de prévention

La gestion des déchets et leur évacuation dans le cadre de travaux sont à la charge de l'entreprise extérieure titulaire du lot « désamiantage ».

- Cas de découverte de déchet amianté (ex.: éléments isolés au sol ou dans des zones ne faisant pas l'objet de travaux)

Ces évacuations sont gérées dans le cadre d'un plan de prévention (annuel) et d'un mode opératoire écrit par l'entreprise titulaire du contrat « gestion des déchets dangereux », disposant des habilitations et formations amiante.

- Traitement des déchets amianté

Les déchets sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières pendant la manutention, leur transport, leur entreposage et leur stockage.

Les déchets sont transportés et éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

L'entreprise extérieure titulaire du lot « désamiantage » et/ou l'entreprise titulaire du contrat « gestion des déchets dangereux » doit :

- ⇒ Avoir obtenu les CAP (certificat d'acceptation préalable) de la part du centre d'enfouissement.
- ⇒ Emettre des BSDA (bordereaux de suivi de déchet amianté) à chaque sortie de déchets amiantés du centre. Le BSDA devra être signé par le chargé des travaux ou représentant du maître de l'ouvrage dans le cas de travaux et/ou SIE/SVDC dans le cadre du contrat « gestion des déchets dangereux ».


L'entreprise extérieure titulaire du lot « désamiantage » et/ou l'entreprise titulaire du contrat « gestion des déchets dangereux » est tenue d'obtenir la prise en charge des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante (amiante liée à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité) en Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) conforme à l'arrêté du 15 février 2016 (art. 39 à 45).

- Gestion des bordereaux de suivi de déchets.

Les Bordereaux de Suivi de Déchets Amiante complétés par l'éliminateur après traitement des déchets contenant de l'amiante sont adressés au service SIE/SVDC qui en assure l'archivage et une copie est adressée à la cellule SIE/PREV pour mise à jour du Dossier Technique Amiante.

8. HISTORIQUE DES VERSIONS

B	Janvier 2018	Refonte totale intégrant les dernières évolutions réglementaires de la DGT au cours de l'année 2017
A	Avril 2009	Refonte totale
0	Novembre 1997	Version originale
Indice	Date d'application	Objet de la modification (en une ligne)

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	13/20
		Date d'application Janvier 2018	

9. ANNEXES MATERIAUX SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE


- Liste A mentionnée à l'article **R.1334-20**

COMPOSANT A SONDER OU A VERIFIER
FLOCAGES*
CALORIFUGEAGES
FAUX-PLAFONDS

**Flocage : application sur un support quelconque de fibres, éventuellement accompagnés d'un liant, pour constituer un revêtement qui présente un aspect superficiel fibreux, velouté ou duveteux.*


- Liste B mentionnée à l'article **R.1334-21**

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER
1. PAROIS VERTICALES	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiseries, amiante ciment) et entourages des poteaux (carton, amiante-ciment, matériaux sandwich, carton + plâtre), coffre perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. PLANCHERS ET PLAFONDS	
Plafonds, poutres et charpente, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
Planchers.	Dalle de sol.
3. CONDUITS, CANALISATIONS ET EQUIPEMENTS INTERIEUR	
Conduit de fluides (air, eau, autres fluides...)	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets/ volets coupe-feu Portes coupe-feu Vide-ordures	Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. ELEMENTS EXTERIEURS	
Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibro-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibre-ciment).
Conduits en toiture et façades	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, usées, conduits de fumée.


	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	14/20
		Date d'application Janvier 2018	

- Liste C mentionnée à l'article **R.1334-22**

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER
1. TOITURE ET ETANCHEITE	
Plaques ondulées. Ardoises. Eléments ponctuels. Revêtements bitumineux d'étanchéité. Accessoires de toitures.	Plaques en fibres-ciment. Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment. Conduits de cheminée, conduits de ventilation... Bardeaux d'asphalte ou bitume (« shingle »), pare-vapeur, revêtements et colles. Rivets, faîtages, closoirs...
2. FAÇADES	
Panneaux-sandwichs. Bardages. Appuis de fenêtres.	Plaques, joints d'assemblage, tresses.... Plaques et « bacs » en fibres-ciment, ardoises en fibres-ciment, isolants sous bardage. Eléments en fibres-ciment.
3. PAROIS VERTICALES INTERIEURE ET ENDUITS	
Murs et cloisons. Poteaux (périphériques et intérieurs). Cloisons légères ou préfabriquées. Gaines et coffres verticaux. Portes coupe-feu, portes pare-flammes.	Flocages, enduits projetés, revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment), joints de dilatation. Flocages, enduits projetés, joints de dilatation, entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), peintures intumescentes, panneaux de cloisons, jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/ têtes de cloisons : tresse, carton, fibres-ciment. Flocage, enduits projetés ou lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu, panneaux. Vantaux et joints.
4. PLAFONDS ET FAUX-PLAFONDS	
Plafonds. Poutres et charpentes (périphériques et intérieures). Interfaces entre structures. Gaines et coffres horizontaux. Faux plafonds.	Flocages, enduits projetés, panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite). Flocages, enduits projetés, peintures intumescentes. Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutremments, joints de dilatation. Flocages, enduits projetés, panneaux, jonction entre panneaux. Panneaux et plaques.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	15/20
		Date d'application Janvier 2018	

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT A VERIFIER OU A SONDER
5. REVETEMENTS DE SOLS ET DE MURS	
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement).	Dalles plastiques, colles bitumineuses, les plastiques avec sous-couche, chape maigre, calfeutrement des passages de conduits, revêtement bitumineux des fondations.
Revêtement de murs	Sous-couches des tissus muraux, revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment), colles des carrelages.
6. CONDUITS, CANALISATIONS ET EQUIPEMENTS	
Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides).	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment.
Conduits de vapeur, fumée, échappement.	Conduit en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons.
Clapets/ volets coupe-feu.	Clapet, volet, rebouchage.
Vide-ordures.	Conduit en fibres-ciment.
7. ASCENSEURS ET MONTE-CHARGE	
Portes palières.	Portes et cloisons palières.
Trémie, machinerie.	Flocage, bourre, mur/ plancher, joint mousse.
8. EQUIPEMENTS DIVERS	
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes...	Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture anticondensation, plaques isolantes (internes et externes), tissu amiante
9. INSTALLATIONS INDUSTRIELLES	
Fours, étuves, tuyauteries...	Bourre, tresses, joints, calorifugeages, peinture anticondensation, plaques isolantes, tissu amiante, freins et embrayages.
10. COFFRAGES PERDUS	
Coffrages et fonds de coffrages perdus.	Eléments en fibres-ciment.


	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	16/20
		Date d'application Janvier 2018	

10. ANNEXES OBLIGATIONS DONNEUR D'ORDRE ET ENTREPRISES


En lien avec le cadre de l'opération

Obligations	travaux de la sous-section 3	travaux de la sous-section 4
Pour le donneur d'ordre (CEA)		
Evaluations des risques	A réaliser	A réaliser
Documents à transmettre	rapport de repérage à transmettre aux entreprises consultées	rapport de repérage à transmettre aux entreprises consultées
Certification de l'entreprise	Obligatoire	non - obligatoire
Contrôles en fin de travaux (Code de la Santé Publique)	Examen visuel + mesure d'empoussièrement (2ème restitution)	non - obligatoire
Pour l'entreprise intervenante		
Evaluations des risques	A réaliser pour déterminer le niveau d'empoussièrement (1,2,3) en fonction du processus défini	A réaliser pour déterminer le niveau d'empoussièrement (1,2,3) en fonction du processus défini
Documents à établir et à transmettre aux organismes institutionnels	Plan de démolition, de retrait, d'encapsulage. (PDRE)	Mode Opératoire (MO)
Moyens de protection collective et individuelle	Définis selon le niveau d'empoussièrement	Définis selon le niveau d'empoussièrement
Aptitude médicale des salariés	Délivrée par le médecin du travail	Délivrée par le médecin du travail
Formation des encadrants et des opérateurs	Spécifique SS3 + réalisée par un organisme certifié	Spécifique SS4
Mesurage d'empoussièrement par un organisme accrédité	Définis réglementairement : <ul style="list-style-type: none"> . Sur opérateur (chantier test ou de validation) . Environnementaux . En fin de travaux (1re restitution) 	En fonction de l'évaluation du risque, contrôle du niveau d'empoussièrement
respect de la VLEP (10 fibres/l sur 8 heures)	Dans tous les cas	Dans tous les cas
Gestions de déchets	Dans tous les cas, avec traitement dans une installation de stockage habilitée et spécifique au type de déchets.	Dans tous les cas, avec traitement dans une installation de stockage habilitée et spécifique au type de déchets.

En lien avec le cadre de l'opération

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	17/20
		Date d'application Janvier 2018	

CONTROLES	METHODES	FREQUENCE	OBJECTIF	A LA CHARGE DE
Avant l'intervention de l'entreprise chargée des travaux sur les Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante				
Mesure de l'état INITIAL de l'empoussièrement dans en fibres d'amiante	Microscopie électronique à transmission analytique (META)	Avant l'intervention de l'entreprise. (tenir compte des délais d'analyse en laboratoire)	Evaluer le niveau d'empoussièrement de la zone concernée avant les travaux	L'entreprise (art. R.4412-127 du code du travail)
Pendant les travaux				
Mesure de l'empoussièrement dans la zone environnant le chantier et dans les locaux adjacents	META avec prélèvement en points fixes	Selon l'analyse de risque (minimum une mesure par semaine)	Evaluer le risque pour les personnes séjournant à l'extérieur de la zone de travail. Evaluer l'impact du chantier sur son environnement Dans la zone d'approche de la zone de Travail Dans la zone de récupération. En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux. A proximité des extracteurs dans la zone de rejet. En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur.	L'entreprise (art. R4412-128 du code du travail)
Mesure de l'empoussièrement au poste de travail	META avec prélèvement individuel sur opérateur	<p>Pour les chantiers tests ou de validation: au moins une mesure par semaine et par groupe d'exposition homogène (exemple : grattage, ensachage des déchets...) en situation significative d'exposition.</p> <p>Des mesures en phase de préparation de chantier et en début de phase de retrait peuvent être nécessaires.</p>	<p>Vérifier le niveau d'empoussièrement et s'assurer que les salariés sont correctement protégés (respect de la VLEP).</p> <p>_ s'assurer que la technique utilisée est adaptée.</p> <p>_ s'assurer de l'absence de dérive dans la mise en œuvre de la technique.</p> <p>_ déterminer l'empoussièrement d'un nouveau processus.</p>	L'entreprise (art. R4412-101 & 126 du code du travail)

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice B	18/20
		Date d'application Janvier 2018	

Après les travaux de retrait ou d'encapsulage (par ordre chronologique d'exécution)

1ère étape: examen visuel	Examen visuel en lumière rasante (NF X 46-021)	Avant le retrait du confinement	vérifier l'absence de résidus de MCA y remédier le cas échéant	le Donneur d'Ordre (CEA) pour les produits des listes A et B (art.R 1334-29-3 du code de la Santé Publique).
Analyse libératoire de 1ère restitution	META	Avant l'arrêt des extracteurs et le retrait du calfeutrement et de l'isolement	vérifier l'absence de fibres d'amiant dans l'atmosphère.	L'entreprise (art. R.4412-127 du code du travail)
2ème étape : examen visuel	examen visuel en lumière rasante (NF X 46-021)	Après le retrait du confinement	vérifier la levée des réserves émises lors du 1er examen visuel. S'assurer de la qualité du nettoyage des surfaces.	le Donneur d'Ordre CEA pour les produits des listes A et B (art. R. 1334-29-3 du code de la Santé Publique).
Analyse libératoire de 2ème restitution	META	Après le retrait du confinement	Vérifier l'absence de fibre d'amiant dans l'atmosphère	

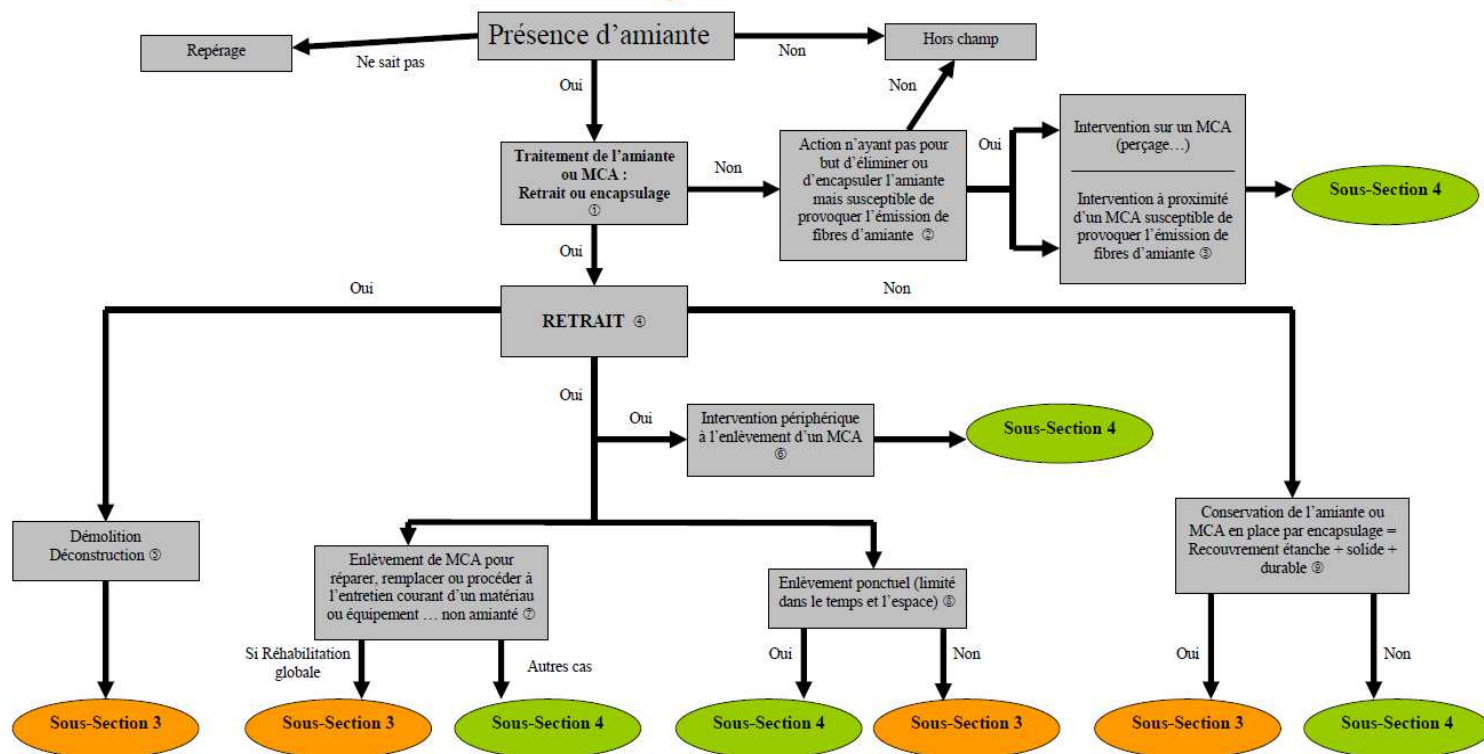


Que l'on soit en sous-section 3 ou en sous-section 4, les moyens à mettre en œuvre pour la protection des salariés intervenants et de l'environnement dépendent uniquement du niveau d'empoussièrement du chantier.

il est faux de penser que les chantiers de sous sections 4 génèrent moins d'empoussièrement que ceux de sous-section 3

11. ANNEXES DISTINCTION SOUS-SECTION 3 / SOUS-SECTION 4

Distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations exposant à l'amiante sur des immeubles par nature ou par destination*



* Hors équipements de travail, installations industrielles et ouvrages d'art métalliques (canalisations métalliques, ponts roulants, voies ferrées...) qui peuvent avoir la qualité d'immeubles par destination, mais qui nécessitent pour leur mode d'entretien une stratégie de maintenance périodique et qui relèvent de ce fait de la fiche relative aux opérations de maintenance sur les équipements industriels.
La notion, issue du code civil, d'immeubles par nature vise les ouvrages indissociables du sol et du sous-sol (immeubles bâtis, enrobés routiers...) tandis que celle d'immeubles par destination (article 524 du code civil) vise les éléments rendus solidaires ou incorporés à des immeubles par nature tels que des canalisations en amiante-ciment par exemple. Les opérations d'entretien ou de maintenance sur ces immeubles relèvent de ce logigramme.



Direction générale du travail (DGT) – Bureau des risques chimiques, physiques et biologiques (CT2) – 4 mars 2015

d'edifices. Il ne s'agit pas d'une réhabilitation globale des pavillons concernés mais d'une intervention consistant à élever partiellement des MCA et relevant de la réparation et de l'entretien courant : S84.

⊗ La limitation dans le temps et dans l'espace peut difficilement être généralisée sur la base de critères précis et appelle généralement une appréciation au cas par cas d'autant plus qu'il faut y ajouter le plus souvent une notion de disproportionnalité qui ne peut pas elle non plus être généralisée.

Cf. note du DGT du 14 novembre 2014 : « Dans ce contexte, si la notion de proportionnalité n'est pas à écarter sur de fait sous-jacente des motivations fondées de l'opération entre la S84 (...) et la S84 (...) ; il n'est pas possible d'en préjuger sur la valeur réglementaire, les caractéristiques d'espaces devant être examinées par le donneur d'ordre à la lumière des critères définis dans les instructions (...) ».

Exemple : retirer 6 plaques en amiante-ciment sur toiture pour poser d'un lanternneau ou retirer 6 plaques en amiante-ciment qui constituent l'insolite de la couverture d'un appentis.

Attention : l'opération peut relever de la S84 si le traitement de l'amiante est réalisé dans une installation fixe (cf. point ②).

Autres exemples :

- Démantèlement de chaufferies par des techniques autres que le rabotage au moyen d'empire d'extraction tels que pelles hydrauliques, chargeuses-pelleteuses, chargeuses : S83 ;
- Rabotage de chaudières : S83 ;
- Interventions « ponctuelles » sur les revêtements muraux (couverture de tranchées par exemple, sciage d'embûches...) : S84

Canalisations en amiante-ciment :

- Réfection complète d'un tronçon de réseau (une rue, une commune...) : enlèvement du réseau amiante-ciment et pose d'un nouveau réseau : repiquage des branchements individuels sur ce nouveau réseau : S83 ;
- Réfection complète d'un tronçon de réseau (une rue, une commune...) : le réseau AC reste en place et un nouveau réseau est posé en parallèle : repiquage des branchements individuels sur ce nouveau réseau : 1^{re} phase : CMB et 2^e phase repiquage : S84 ;
- Interventions d'urgence nécessitant un renouvellement de certaines tronçons de conduites, de gaines de vide-ordures ou une refonte de branchements (suite à fuite par exemple, travaux sur collier de fixation etc) : S84

Opérations de réhabilitation de logements sociaux :

- Réparation ponctuelle de détachement de dalles sur colle amiantée (1 à 5 dalles par appartement) : S83 ou S84 selon la proportion ; si détachement d'un seul appartement : S84, si détachement d'un immeuble entier : S83, si détachement d'un immeuble entier au changement de locataire : S84 ;
- Dépose ou casse d'un rang de faïence lors de la dépose d'une baignoire : si travaux au changement de locataire : S84 ; si enlèvement dans le cadre d'une réhabilitation : S83 ;
- Découpe joint sanitaire lors de la dépose d'une baignoire : si travaux au changement de locataire : S84 ; si enlèvement dans le cadre d'une réhabilitation : S83 ;
- Dépose d'anciens canalisations (ex : colonnes montantes traversées de dalles) : si travaux au changement de locataire : S84 ; si enlèvement dans le cadre d'une réhabilitation : S83 ;
- Dépose ou casse de plinthes faïencées sur colle : si remplacement complet S83 ;

Mode opératoire pour les travaux de plus de 5 jours :

Le mode opératoire visé à l'article R. 4412-148 est un document de mise en œuvre et d'adaptation de l'EVR initiale (via le mode opératoire générique) à des interventions sur MCA qui, tout en conservant individuellement leur caractère, limités dans le temps et dans l'espace, font partie intégrante de travaux plus étendus ne concernant pas l'amiante qui s'étalent sur plus de 5 jours.

Chaque intervention peut être soumise à un encadrement ponctuel et limité dans le temps et dans l'espace (portage de l'évacuation par un déviateur pour éviter des interruptions par exemple, ou bien changement de joints amiantés dans le cadre d'une action de maintenance sur une chaudière antique) mais les travaux dans lesquels s'intègrent des interventions sur MCA s'étendent sur plus de 5 jours.

⊗ L'encapsulation (appelée confinement dans le code de santé publique) est prévue par le code de la santé publique pour les produits de la liste A (flocages, colorisages et faux-plafonds), lorsqu'ils sont dégradés. Pour être considérés comme encapsulés de MCA, les techniques doivent répondre aux 3 conditions suivantes : étanchéité, durabilité et solidité.

Ce sera le cas d'une chape béton, de certaines résines mais pas :

- d'une maquette ou d'un linéaire colle par scotch double face sur des dalles vinyle ;
- de l'entrecroisement d'un tuyau amianté-ciment par des plaques de plâtrerie percées d'une bouche d'aération.

⊗ Le code de la santé publique ne prévoit pas d'obligation de traitement de l'amiante hormis pour les produits de la liste A, c'est à dire les flocages, colorisages et faux-plafonds lorsqu'ils sont dégradés (article R. 1334-20 du code de santé publique). En dehors de ces cas, le traitement de l'amiante peut résulter d'une décision volontaire du donneur d'ordre.

Le traitement de l'amiante est une opération qui conduit au final à la gestion de l'amiante, que ce soit par encapsulage étanche, par stockage dans une installation adaptée ou par ventilation.

⊗ Le décret du 4 mai 2012 ne s'applique pas :

- aux situations d'exposition passive ;
- dans ce cas, la réglementation risque chimique ne trouve pas à s'appliquer non plus (cf. circulaire DRT n° 12 du 24 mai 2006). Néanmoins, l'employeur doit prendre en compte ces situations d'exposition au titre de la mise en œuvre des principes généraux de prévention ;
- aux interventions de chantier, tels que les agents de cimenterie, qui n'ont pas une action susceptible d'entraîner un contact avec les matériaux (cf. fiche DGT n° 2009-03) ;
- la réglementation CMR est en revanche applicable à ces intervenants ;
- aux situations « de renouvellement par un nouveau matériau » d'un matériau contenant de l'amiante (MCA) dès lors que ce dernier n'est pas directement accessible et que le mode opératoire permet d'éviter tout contact avec celui-ci (ex : pose d'une cloison devant une façade collée avec de la colle amiantée sans action sur celle-ci).

⊗ Il s'agit principalement des réparations et des opérations d'entretien courant sur les bâtiments (maintenances). Dans ce cas, il n'y a pas enlèvement de l'amiante et l'intervention sur le MCA est limitée à la réparation. La notion de caractère limité dans le temps et dans l'espace ne doit pas être prise en compte.

Exemple : pose d'une chaise recouverte de peinture amiantée pour remplacement d'un radiateur. La notion de caractère limité dans le temps et dans l'espace est ici prise en compte.

La notion d'intervention à proximité d'un MCA vise uniquement les matériaux émis par contact direct, vibratoire ou du fait de leur dégradation (ex : passage de câbles électriques au-dessus d'un faux plafond amianté).

⊗ Les travaux relevant de la sous-section 3 sont des travaux qui consistent à traiter l'amiante ou le MCA, c'est à dire de gérer l'amiante, au sens où l'entend le code de la santé publique, que ce soit par stockage dans une installation adaptée, par ventilation ou par recouvrement total et étanche. La notion de retrait doit être interprétée, non au sens physique ou linéaire du terme mais au sens juridique de l'action de traitement du matériau, de sa gestion jusqu'à son élimination finale.

Cf. note du DGT du 24 novembre 2014

Le retrait préalable au stockage ou à la vitrification peut être réalisé sur place ou bien, si c'est techniquement possible, et dans un objectif de protection des travailleurs et de l'environnement, dans une installation fixe de désamiantage. Dans ce cas, l'opération peut être scindée en deux sur le plan constructif : une opération intermédiaire de déconstruction réalisée sur le chantier qui relève de la sous-section 4, une opération principale de traitement final par enlèvement de l'amiante dans l'installation fixe qui relève de la sous-section 3.

Ex : retrait de faïence avec joints amiantés (S84) et traitement des joints en installation fixe (S83).

S'il n'y a pas enlèvement des joints amiantés et que les faïences sont évacuées dans leur intégralité dans une installation de stockage, il s'agit bien d'une opération de traitement de l'amiante au sens du code de la santé publique qui relève de la S83 au sens du code du travail.

⊗ Il peut s'agir d'opérations de démolition mais aussi de déconstruction de chaufferies par exemple pour retirer les embûches restantes. Le terme déconstruction est appliqué aux opérations d'enlèvement des couches de chaudières par des techniques autres que le rabotage, propre aux opérations sur embûches miniers avec celle de déconstruction des MCA en vue d'un traitement final dans une installation fixe de désamiantage.

⊗ Il s'agit d'une intervention (S84) associée à une opération de retrait de MCA (S83) pouvant engendrer l'émission de fibres d'amiante notamment par dégradation du MCA, comme par exemple la destruction d'un cloisonnant de dalles de sol amiantées ou le retrait par désassemblage sur un élément bâti d'une structure complète de matériaux (dormant et ouvrant) comportant des joints amiantés emprisonnés dans les éléments de la menuiserie, probablement à leur enlèvement en installation fixe de désamiantage.

⊗ Il s'agit des interventions qui consistent en l'enlèvement ponctuel de MCA pour faire des réparations, de l'entretien courant ou un remplacement d'équipement ou matériel non amianté. Dans ce cas, il faut avoir si l'opération est faite au cas par cas ou changement de localité par exemple ou si elle s'inscrit dans la réhabilitation globale d'un immeuble.

Exemples :

- enlèvement de quelques carreaux de faïence sur colle amiantée lors de la dépose d'une baignoire, de toile de verre fixée sur un support amianté, dépose d'un sanitaire fixé sur des dalles vinyle amiantées, etc., de tous les logements d'un immeuble en même temps (S83) ou au fil de temps chaque fois qu'un locataire quitte un logement (S84) ;
- un bailleur social souhaite changer quelques gouttières en zinc en mauvais état de 8 pavillons individuels dont la couverture est en ardoise amiantée. L'intervention de remplacement des gouttières oblige l'enlèvement de la dernière rangée